

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2016/09609]

Adreswijziging

De diensten van de Vrederechten Saint-Hubert – Bouillon - Paliseul zetel Bouillon en zetel Paliseul zullen vanaf 12 december 2016 gevestigd zijn op het volgend adres :

Vrederechten
Saint-Hubert – Bouillon - Paliseul
Zetel Bouillon
Zetel Paliseul
Centre administratif - avenue Nestor Martin, 10A
6870 SAINT-HUBERT

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2016/09609]

Changement d'adresse

Les services des Justices de Paix Saint-Hubert – Bouillon - Paliseul siège Bouillon et siège Paliseul siégeront à partir du 12 décembre 2016 à l'adresse suivante :

Justices de Paix
Saint-Hubert – Bouillon - Paliseul
Siège Bouillon
Siège Paliseul
Centre administratif - avenue Nestor Martin, 10A
6870 SAINT-HUBERT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206058]

25 NOVEMBRE 2016. — Circulaire relative à l'application de l'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 visant à l'attribution d'un taux de taxation réduit dans l'hypothèse de mise en décharge de déchets provenant de certaines opérations d'assainissement de sols

Le Directeur général,

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (*Moniteur belge* du 24 avril 2007) tel que revu le 19 juin 2015 (*Moniteur belge* du 30 juin 2015);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif à l'Office wallon des Déchets, tel que modifié;

Vu la circulaire du 26 novembre 2009 (*Moniteur belge* du 23 décembre 2009) relative à l'application de l'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 visant à l'attribution d'un taux de taxation réduit dans l'hypothèse de mise en décharge de déchets provenant de certaines opérations d'assainissement de sols;

Considérant qu'il y a lieu de préciser certains aspects de cette circulaire, et plus particulièrement certaines rubriques du formulaire-type y annexé,

Décide :

Article 1^{er}. La circulaire du 26 novembre 2009 relative à l'application de l'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 visant à l'attribution d'un taux de taxation réduit dans l'hypothèse de mise en décharge de déchets provenant de certaines opérations d'assainissement de sols, publiée au *Moniteur belge* du 23 décembre 2009, est remplacée par la présente circulaire.

1. Introduction

Dans certains cas, le processus de réhabilitation/d'assainissement d'un site envisage ou prévoit le transfert en centre d'enfouissement technique (CET) d'une quantité de déchets - sols excavés, déchets résultant de la démolition des infrastructures.

L'article 6, § 1^{er}, 5^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne prévoit la possibilité, pour le redevable (CET), sous certaines conditions dont le contrôle incombe à l'Office wallon des Déchets (OWD), d'obtenir l'accès à un taux réduit de taxation sur la mise en CET.

La présente circulaire a pour objectif de fixer les conditions d'application de cette disposition ainsi que la procédure d'octroi de ce taux.

Les assainissements confiés à la SPAQuE sur décision gouvernementale ou ministérielle sont soumis aux mêmes dispositions.

2. Opérations concernées

Nonobstant les pouvoirs conférés au juge, l'assainissement d'un site peut être opéré sur décision :

- de l'Office wallon des Déchets (OWD);
- du Département du Sol et des Déchets (DSD);
- du Ministre de l'Environnement (le Ministre);
- du Gouvernement wallon (ex. : dossier confié à la SPAQuE dans le cadre du plan Marshall);
- du Département de la Police et des Contrôles (DPC).

Les procédures sous-tendant ces assainissements découlent, selon les cas :

- des dispositions du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;
- de dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation ou pour les dossiers introduits et jugés recevables avant le 1^{er} janvier 2008, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- de dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service;
- d'une procédure simplifiée de réhabilitation – application "administrative" – des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- des dispositions de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. C'est notamment le cas des décisions du Gouvernement wallon dans le cadre de l'assainissement des sites pollués repris dans le plan Marshall (actions confiées à la SPAQuE).

Au terme de cette procédure d'instruction, une approbation du projet de réhabilitation/d'assainissement est délivrée, selon la base, soit par le Ministre, soit par l'OWD, soit par le DSD.

3. Conditions d'octroi

Le point 5^o du § 1^{er} de l'article 6 du décret fiscal précise que l'octroi du taux réduit de taxation est soumis à deux conditions :

- la justification de la nécessité de procéder à la mise en CET desdits déchets, toutes autres techniques de gestion s'avérant impraticables ou entraînant des dépenses démesurées;
- la réhabilitation/l'assainissement du site doit être approuvé par le Gouvernement ou les fonctionnaires désignés par celui-ci - voir point 2 ci-dessus.

4. Procédure

A l'appui de la demande d'application du taux réduit auprès de l'OWD, le titulaire de l'obligation de réhabilitation/d'assainissement ou la SPAQuE, selon le cas, complète le formulaire-type, annexé à la présente, visant à établir l'adéquation du mode de gestion des terres préconisé. Toute rubrique non complétée fait l'objet d'une argumentation. La demande est également accompagnée de tout élément probant permettant à l'OWD de vérifier la conformité des travaux réalisés, sauf si ces éléments ont déjà été transmis à l'OWD.

Un avis extérieur, non contraignant, sur base de ce formulaire peut être sollicité par l'OWD auprès de l'Association des Entreprises et Entrepreneurs en assainissement des sols de Wallonie et de Bruxelles (ASENAS) en vertu d'un protocole d'accord établi entre les deux parties.

La décision d'octroi du taux réduit est dès lors prise par l'OWD sans préjudice aux prérogatives en matière d'approbation des travaux dévolues au ministre ou au Gouvernement wallon dans le cadre de certaines procédures susvisées, l'octroi du taux réduit étant dès lors également subordonné à une telle approbation.

Il sera veillé à ce que les volumes à éliminer en CET soient réduits au maximum.

Art. 2. La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 novembre 2016.

Le directeur général,
B. QUEVY

ANNEXE

A compléter par l'OWD - DSD :

n° de dossier :

A compléter par ASENAS :

n° de la demande :

Formulaire de demande d'évaluation de mode de gestion proposé par le titulaire de l'obligation d'assainissement

Référence décrétales : article 6, § 1^{er}, point 5, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne

A compléter par le titulaire de l'obligation :

Date de la demande : ... /... /....

Identité du titulaire :

-
-
-

Nature des déchets visés par la demande/Identification des codes déchets concernés conformément à l'A.G.W. du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, tel que modifié :

Quantité de déchets visés par la demande :

Origine des déchets visés par la demande/copie de la décision autorisant l'exécution des travaux d'assainissement : CET de destination :

Identification du site de provenance des déchets :

1. Adresse :
2. Coordonnées Lambert :
3. Parcelles cadastrales :
4. Plan reprenant la localisation des terres/déchets objet de la demande et des différentes investigations réalisées

Descriptif des travaux d'assainissement prescrits :

Motivation de la demande/justification du recours à la filière d'élimination en CET en regard de toute autre filière de valorisation :

Données (check-list) à joindre en annexe en respectant scrupuleusement les numérotations :

- 1 - résultats d'analyses représentatifs – en regard des prescriptions du CWBP ^[1] – des terres/déchets à évacuer en CET. Les échantillons sont prélevés sous la supervision d'un expert agréé en gestion des sols et les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé ^[2]. Chaque faciès fait l'objet d'au moins une analyse :
- 2 - descriptions des forages/de la qualité des terres/tas si en andains :
- 3 - granulométries (63 µm, 500 µm, 1 mm, 2 mm)/% > 50 mm (gravats) :
- 4 - % de matière organique :
- 5 - description de la source de pollution (recherche historique par rapport au site)/justification des paramètres analysés :
- 6 - % de matériaux exogènes :
- 7 - teneur en matières sèches :
- 8 - dans la mesure où la justification de la demande du taux réduit est fondée sur le fait qu'une autre filière entraînerait un coût démesuré : coût évalué hors taxation de la mise en ET :

[1] Code wallon de Bonnes Pratiques visé par l'article 1^{er}, 4^o de l'AGW du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols, disponible sur internet : <https://dps.environnement.wallonie.be>

[2] Laboratoires agréés sur base des articles 28 et suivants du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols - liste disponible sur internet : <https://dps.environnement.wallonie.be>

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206058]

25. NOVEMBER 2016 — Rundschreiben über die Anwendung des Artikels 6 § 1 Ziffer 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Gewährung eines ermäßigten Steuersatzes im Falle einer Ablagerung von Abfällen aus bestimmten Bodensanierungsvorgängen

Der Generaldirektor,

Aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben (*Belgisches Staatsblatt* vom 24. April 2007) in seiner am 19. Juni 2015 revidierten Fassung (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. Juni 2015);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 bezüglich des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des Déchets") in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Rundschreibens vom 26. November 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Dezember 2009) über die Anwendung des Artikels 6 § 1 Ziffer 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Gewährung eines ermäßigten Steuersatzes im Falle einer Ablagerung von Abfällen aus bestimmten Bodensanierungsvorgängen;

In der Erwägung, dass manche Aspekte dieses Rundschreibens, insbesondere gewisse Rubriken des ihm beigefügten Musterformulars, zu erläutern sind,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Rundschreiben vom 26. November 2009 über die Anwendung des Artikels 6 § 1 Ziffer 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Gewährung eines ermäßigten Steuersatzes im Falle einer Ablagerung von Abfällen aus bestimmten Bodensanierungsvorgängen, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Dezember 2009 veröffentlicht wurde, wird durch vorliegendes Rundschreiben ersetzt:

1. Einleitung

In bestimmten Fällen wird im Rahmen des Rehabilitierungs-/Sanierungsverfahrens eines Standorts der Transport einer Menge Abfälle (Bodenaushub, Abfälle aus dem Abbruch der Infrastrukturen,...) in ein technisches Vergrabungszentrum (TVZ) in Aussicht genommen oder vorgesehen.

In Artikel 6 § 1 Ziffer 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region wird für den Abgabepflichtigen (das TVZ) die Möglichkeit vorgesehen, unter bestimmten Bedingungen, deren Kontrolle dem Wallonischen Amt für Abfälle ("OWD" - "Office wallon des Déchets") obliegt, den Anspruch auf einen ermäßigten Steuersatz für die Aufnahme solcher Abfälle in einem TVZ zu erhalten.

Das vorliegende Rundschreiben hat zum Ziel, die Bedingungen zur Anwendung dieser Bestimmung, sowie das Verfahren zur Gewährung dieses Steuersatzes festzulegen.

Die der öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("SPAQuE" - "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement") durch Regierungs- oder Ministerialbeschluss anvertrauten Sanierungen unterliegen denselben Bestimmungen.

2. Betroffene Vorgänge

Ungeachtet der dem Richter verliehenen Befugnisse kann die Sanierung eines Standorts auf Beschluss folgender Personen bzw. Einrichtungen vorgenommen werden:

- das Wallonische Amt für Abfälle ("OWD");
- die Abteilung Boden und Abfälle ("Département du Sol et des Déchets" - "DSD");
- der Minister für Umwelt (der Minister);
- die Wallonische Regierung (z.B.: die im Rahmen des Marshallplans der "SPAQuE" anvertraute Akte);
- die Abteilung Polizei und Kontrollen ("Département de la Police et des Contrôles" - "DPC").

Die diesen Sanierungen zugrundeliegenden Verfahren ergeben sich je nach Fall aus:

- den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;
- Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne oder, was die vor dem 1. Januar 2008 eingereichten und für zulässig erachteten Akten betrifft, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;
- Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden;
- einem vereinfachten Rehabilitierungsverfahren - "administrative" Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;
- den Bestimmungen von Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle. Dies ist unter anderem der Fall für die Beschlüsse der Wallonischen Regierung im Rahmen der Sanierung der im Marshall-Plan aufgenommenen verschmutzten Gelände (der "SPAQuE" anvertraute Maßnahmen).

Nach Ablauf dieses Untersuchungsverfahrens wird eine Genehmigung des Rehabilitierungs-/Sanierungsprojekts je nach der Grundlage entweder vom Minister, oder vom "OWD", oder vom "DSD" ausgestellt.

3. Gewährungsbedingungen

In Artikel 6 § 1 Punkt 5 des Steuerdekrets wird angegeben, dass die Gewährung des ermäßigten Steuersatzes zwei Bedingungen unterliegt:

- dem Nachweis der Notwendigkeit, die besagten Abfälle in einem TVZ aufzunehmen, weil alle anderen Bewirtschaftungstechniken nicht durchführbar sind oder übermäßige Ausgaben zur Folge hätten;
- die Rehabilitation/Sanierung des Standorts muss von der Regierung oder von den von ihr benannten Beamten genehmigt werden - siehe oben, Punkt 2.

4. Verfahren

Zur Begründung des Antrags auf die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beim "OWD" füllt der Rehabilitierungs-/Sanierungspflichtige oder die "SPAQuE", je nach Fall, das dem vorliegenden Rundschreiben beigefügte Musterformular aus, durch das die Angemessenheit des empfohlenen Modus zur Bewirtschaftung der Böden nachgewiesen werden soll. Jede nicht ausgefüllte Rubrik gibt Anlass zu einer Argumentation. Dem Antrag wird ebenfalls jeglicher Beleg beigefügt, der es dem "OWD" ermöglicht, die Konformität der ausgeführten Arbeiten zu überprüfen, außer wenn diese Belege dem "OWD" bereits übermittelt worden sind.

Auf der Grundlage dieses Formulars kann das "OWD" den Verband der Bodensanierungsunternehmen und -unternehmer der Wallonie und von Brüssel ("Association des Entreprises et Entrepreneurs en assainissement des sols de Wallonie et de Bruxelles - ASENAS") aufgrund eines zwischen den beiden Parteien abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls um eine unverbindliche externe Stellungnahme bitten.

Der Beschluss zur Gewährung des ermäßigten Steuersatzes wird vom "OWD" gefasst, unbeschadet der Alleinbefugnisse in Sachen Genehmigung der Arbeiten, die im Rahmen bestimmter obengenannter Verfahren dem Minister oder der Wallonischen Regierung zufallen, weswegen die Gewährung des ermäßigten Steuersatzes ebenfalls einer derartigen Genehmigung unterliegt.

Es wird darauf geachtet, dass die in einem TVZ zu beseitigenden Volumen auf ein Maximum reduziert werden.

Art. 2 - Der vorliegende Beschluss tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 25. November 2016

Der Generaldirektor
B. QUEVY

Anhang

Vom OWD - DSD auszufüllen:

Aktennr.:

Vom ASENAS auszufüllen:

Antragsnr.:

Antragsformular zur Bewertung des vom Sanierungspflichtigen vorgeschlagenen Bewirtschaftungsmodus

Dekretgrundlage: Artikel 6 § 1 Punkt 5 des Dekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region

Vom Sanierungspflichtigen auszufüllen:

Datum des Antrags: ... / ... / ...

Identität des Sanierungspflichtigen:

-
-
-

Art der vom Antrag betroffenen Abfälle/Identifizierung der betroffenen Abfall-Codes gemäß dem EWR vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs in seiner abgeänderten Fassung:

Menge der vom Antrag betroffenen Abfälle:

Herkunft der vom Antrag betroffenen Abfälle/Abschrift des Beschlusses zur Genehmigung der auszuführenden Sanierungsarbeiten:

Bestimmungs-TVZ:

Identifizierung des Herkunftsorts der Abfälle:

1. Anschrift:

2. Lambert-Koordinaten:

3. Katasterparzellen:

4. Plan mit Ortsangabe der vom Antrag betroffenen Böden / Abfälle und der verschiedenen durchgeführten Untersuchungen

Beschreibung der vorgeschriebenen Sanierungsarbeiten:

Begründung des Antrags/Rechtfertigung des Rückgriffs auf das TVZ-Beseitigungsverfahren im Vergleich zu irgendeinem anderen Verwertungsverfahren:

Daten (Checklist), die unter strenger Beachtung der Numerierungen dem Formular beizufügen sind:

- 1 - repräsentative Analyseergebnisse – unter Zugrundelegung der Vorschriften des Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis (CWBP ^[1]) – der in TVZ zu entsorgenden Böden/Abfälle. Die Probenentnahmen erfolgen unter der Aufsicht eines zugelassenen Experten für Bodenbewirtschaftung und die Analysen werden von einem zugelassenen Labor durchgeführt ^[2]. Jede Fazies wird mindestens einer Analyse unterzogen:
- 2 - Beschreibungen der Bohrungen/der Qualität der Böden/Haufen (bei Schwaden):
- 3 - Korngrößen (63 µm, 500 µm, 1 mm, 2 mm)/% > 50 mm (Schutt):
- 4 - % organische Stoffe:
- 5 - Beschreibung der Schadstoffquelle (geschichtliche Forschungsarbeit im Zusammenhang mit dem Standort)/Rechtfertigung der analysierten Parameter:
- 6 - % exogene Materialien:
- 7 - Gehalt an trockenen Stoffen:
- 8 - Soweit der Antrag auf den ermäßigten Steuersatz mit den übermäßigen Kosten begründet wird, die ein anderes Verfahren zur Folge hätte: Geschätzte Kosten ohne Steuer der Aufnahme in einem TVZ:

^[1] Der in Artikel 1 Ziffer 4 des EWR vom 27. Mai 2009 über die Bodenbewirtschaftung genannte Wallonische Kodex der guten fachlichen Praxis, im Internet abrufbar unter: <https://dps.environnement.wallonie.be>

^[2] Die aufgrund von Artikel 28 ff. des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung zugelassenen Labors, deren Liste im Internet abzurufen ist unter: <https://dps.environnement.wallonie.be>

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206058]

25 NOVEMBER 2016. — Omzendbrief betreffende de toepassing van artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 met het oog op de toekenning van een verlaagde belastingsvoet op het storten van afval voortgebracht door bepaalde bodemsaneringshandelingen

De Directeur-generaal,

Gelet op het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen (*Belgisch Staatsblad* van 24 april 2007) zoals herzien op 19 juni 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 30 juni 2015);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 betreffende de "Office wallon des Déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals gewijzigd;

Gelet op de omzendbrief van 26 november 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 23 december 2009) betreffende de toepassing van artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 met het oog op de toekenning van een verlaagde belastingsvoet op het storten van afval voortgebracht door bepaalde bodemsaneringshandelingen;

Overwegende dat sommige aspecten van die omzendbrief, en in het bijzonder sommige rubrieken van het bijgaand typeformulier, nader bepaald moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. De omzendbrief van 26 november 2009 betreffende de toepassing van artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 met het oog op de toekenning van een verlaagde belastingsvoet op het storten van afval voortgebracht door bepaalde bodemsaneringshandelingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 december 2009, wordt vervangen door deze omzendbrief.

1. Inleiding

In sommige gevallen wordt bij de rehabilitatie/sanering van een site het transport van een hoeveelheid afval - uitgegraven grond, afval uit de afbraak van infrastructuur- overwogen of voorzien naar een centrum technische ingraving.

Artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest bepaalt dat de belastingplichtige (CET) onder bepaalde voorwaarden waarvan de naleving gecontroleerd wordt door de "Office wallon des Déchets (Waalse afvaldienst) (OWD), aanspraak kan maken op een verlaagde belastingsvoet op het storten in een "CET".

Deze omzendbrief beoogt de vastlegging van de voorwaarden tot toepassing van die bepaling, alsook de procedure tot toekenning van die voet.

De saneringen die bij beslissing van de Regering of bij ministeriële beslissing aan de SPAQuE opgedragen worden, worden aan dezelfde bepalingen onderworpen.

2. Bedoelde handelingen

Niettegenstaande de bevoegdheden van de rechter kan de sanering van een locatie uitgevoerd worden op beslissing van :

- de "Office wallon des Déchets (OWD)";
- het Departement Bodem en Afvalstoffen;
- de Minister van Leefmilieu (de Minister);
- de Waalse Regering (bijv. : dossier toevertrouwd aan de SPAQuE in het kader van het plan Marshall);
- het "Département de la Police et des Contrôles (DPC)" (Departement Politie en Controles).

Al naar gelang van het geval zijn de procedures die de basis vormen van die saneringen, het gevolg van :

- bepalingen van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer;
- bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen of voor de dossiers ingediend en ontvankelijk geacht voor 1 januari 2008, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest";
- bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming door de invoeging van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinstations;
- een vereenvoudigde rehabilitatieprocédure - " administratieve" toepassing van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 of van het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;
- bepalingen van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. Dit geldt met name voor de beslissingen die de Waalse Regering neemt in het kader van sanering van de verontreinigde sites opgenomen in het plan Marshall (acties toevertrouwd aan de SPAQuE).

Na afloop van die onderzoeksprocedure wordt een goedkeuring van het rehabilitatie/saneringsproject hetzij door de Minister, hetzij door de "OWD", hetzij door het "DSD" afgegeven, al naar gelang van de basis.

3. Toekenningsvoorwaarden

Artikel 6, § 1, 5°, van het fiscaal decreet bepaalt dat de toekenning van de verlaagde belastingsvoet onderworpen is aan twee voorwaarden, namelijk:

- de rechtvaardiging van de noodzaak om bedoelde afval in centra voor technische ingraving te storten, waarbij blijkt dat alle andere beheerstechnieken onbruikbaar zijn of dat ze bovenmatige uitgaven met zich meebrengen;
- de rehabilitatie/de sanering van de site moet goedgekeurd worden door de Regering of door de ambtenaren die zij aanwijst - zie punt 2 hierboven.

4. Procedure

Om de toepassing van de verlaagde voet bij de "OWD" aan te vragen, vult de houder van de verplichting tot rehabilitatie/sanering of de SPAQuE, al naar gelang van het geval, bijgaand typeformulier in, waarbij de adequatie van de aanbevolen wijze van beheer van de grond vastgelegd kan worden. Elke niet-ingevulde rubriek maakt het voorwerp uit van een argumentering. Bij de aanvraag wordt ook elk bewijselement gevoegd op grond waarvan de "OWD" de conformiteit van de uitgevoerde werken kan nagaan, tenzij die elementen al aan de "OWD" zijn overgemaakt.

Op basis van dat formulier kan de "OWD" om een niet dwingend extern advies bij de "Association des Entreprises et Entrepreneurs en assainissement des sols de Wallonie et de Bruxelles (ASENAS)" verzoeken krachtens een akkoordprotocol opgemaakt tussen beide partijen.

De beslissing tot toekenning van de verlaagde voet wordt dan ook door de "OWD" genomen onverminderd de voorrechten inzake de goedkeuring van de werken voorbehouden aan de Minister of aan de Waalse Regering in het kader van sommige van genoemde procedures, waarbij de toekenning van de verlaagde voet bijgevolg eveneens aan een dergelijke goedkeuring onderworpen wordt.

Alles moet in het werk gesteld worden om de in de centra voor technische ingraving te storten hoeveelheden tot een minimum te beperken.

Art. 2. Deze beslissing treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 25 november 2016.

De Directeur-generaal,
B. QUEVY

BIJLAGE

In te vullen door de "OWD" - "DSD" :

nr. van het dossier :

In te vullen door ASENAS :

nr. van de aanvraag :

Aanvraagformulier voor de beoordeling van de beheerswijze voorgesteld door de saneringsplichtige

Decretale grond : Artikel 6, § 1, punt 5, van het decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest

In te vullen door de houder van de verplichting :

Datum van de aanvraag : .../.../...

Identiteit van de houder :

-
-
-

Aard van de afval waarop de aanvraag betrekking heeft/Identificatie van de betrokken afvalcodes overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus, zoals gewijzigd :

Hoeveelheid afval waarop de aanvraag betrekking heeft :

Herkomst van de afval waarop de aanvraag betrekking heeft/Afschrift van de beslissing waarbij de saneringswerken worden uitgevoerd :

Centrum voor technische ingraving van bestemming :

Identificatie van de site waar de afval vandaan komt :

1. Adres :

2. Lambert-coördinaten :

3. Kadastrale percelen :

4. Plan met vermelding van de ligging van de gronden/afvalstoffen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag en van de verschillende verrichte onderzoeken

Beschrijving van de voorgeschreven saneringswerken :

Motivering van de aanvraag/Rechtvaardiging van de verwijdering in een Centrum voor technische ingraving ten opzichte van elke andere valorisatie :

Als bijlage bij te voegen gegevens (check-list) waarbij de nummeringen nauwkeurig in acht genomen moeten worden :

1 - representatieve resultaten van de analyses – ten opzichte van de voorschriften van het Waalse Wetboek van goede praktijken ^[1] – van de gronden/afvalstoffen die in een "CET" gestort moeten worden. De monsters worden opgenomen onder toezicht van erkende deskundige bodembeheer en de analyses worden door een erkend laboratorium ^[2] uitgevoerd. Elke faciës maakt het voorwerp uit van minstens een analyse :

2 - beschrijvingen van de boringen/van de kwaliteit van de gronden/stapels indien in zwad

3 - granulometrieën (63 µm, 500 µm, 1 mm, 2 mm)/% > 50 mm (gruis) :

4 - % organische stof :

5 - beschrijving van de verontreinigingsbron (historisch onderzoek t.o.v. de site)/rechtvaardiging van de onderzochte parameters :

6 - % exogene stoffen :

7 - gehalte aan droge stoffen :

8 - voor zover de rechtvaardiging van de aanvraag van de verlaagde voet gegrond wordt op het feit dat een andere filière te hoge kosten als gevolg zou hebben: geraamde prijs, excl. belasting op het storten in een centrum voor technische ingraving :

[1] Waals Wetboek van goede praktijken bedoeld in artikel 1, 4° van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende het bodembeheer, beschikbaar op het internet : <https://dps.environment.wallonie.be>

[2] Laboratoria erkend op grond van de artikelen 28 en volgende van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer- lijst beschikbaar op het internet : <https://dps.environment.wallonie.be>